ADV. - 1 - L. 7999/1.

1 AOUT 1962

Finalisation (2)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 22 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant certaines mesures en faveur des stagiaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat", a donné le 3 juillet 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e juni 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende sommige maatregelen ten gunste van de stagiairs, kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel", heeft de 3e juli 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet modifie divers arrêtés royaux en y insérant des dispositions concernant les stagiaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat.

\+

\+ +

OBSERVATIONS DE FORME.

Dans son préambule, le projet doit viser tous les arrêtés auxquels il apporte des modifications.

\+

\+ +

Par souci de clarté, il s'indiquerait de modifier les divers arrêtés dans leur ordre chronologique.

\+

\+ +

OBSERVATIONS RELATIVES AUX ARTICLES.

Article 3.

L'article 3 du projet complète l'article 16 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1961.

.../...

Cet article 16 dispose en son alinéa 1er :

"Constituent des périodes de suspension de service à considérer néanmoins comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement :

1° les absences causées par la maladie ou l'infirmité dont la durée n'excède pas :
30 jours pour ...

2° les absences causées par une suspension préventive non convertie en peine disciplinaire".

Les alinéas 3, 4 et 5 de cet article ont trait à l'absence pour cause de maladie ou d'infirmité.

Le projet complète cet article 16 par la disposition suivante :

"3° la période de stage pour les agents temporaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat.

Si son stage vient à prendre fin pour quelque raison que ce soit, le candidat à la première catégorie des agents de l'Etat, qui avait préalablement la qualité d'agent temporaire, ne peut être déchargé de ses fonctions temporaires sans préavis. Le délai de ce préavis est celui qui est prévu à l'article 7 du présent arrêté".

.../...

Le projet a comme objet de donner aux agents temporaires qui effectuent un stage comme candidats à la première catégorie des agents de l'Etat, la garantie que, pendant leur stage, il ne pourra pas être mis fin à l'emploi temporaire qu'ils occupaient; le délai de préavis ne prendra cours qu'à dater de la fin du stage.

En disposant que cette garantie jouera "si son stage vient à prendre fin pour quelque raison que ce soit", le projet emploie une formule qui paraît trop générale. Le stage peut, en effet, prendre fin pour des raisons très diverses :

1° pour des raisons de santé - par licenciement disciplinaire - par l'échec aux épreuves :
dans ces hypothèses, la garantie prévue par le projet paraît pouvoir normalement jouer;

2° par la réussite des épreuves - par démission - par engagement dans le secteur privé - par engagement dans les forces armées :
dans ces hypothèses, il semble que la garantie prévue ne doive pas jouer.

Si l'intention du Gouvernement était de ne prévoir la garantie du préavis que dans les hypothèses où le stage a pris fin pour des raisons indépendantes de la volonté de l'agent temporaire, l'alinéa 2 du projet devrait être rédigé d'une autre manière. Un texte répondant à cette observation est suggéré dans le projet proposé ci-après.

\+

\+ \+

.../...

L'insertion de la nouvelle disposition dans l'article 16 de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 rendrait cet article difficilement compréhensible. Il est suggéré de la rédiger sous forme d'article 16bis.

\+

\+ +

Article 4.

L'article 4 du projet complète l'article 15 de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1961. Il apporte à cet article une modification similaire à celle apportée par l'article 3 à l'arrêté du Régent du 30 avril 1947.

Les mêmes observations doivent être formulées.

\+

\+ +

Article 6.

L'article 6 du projet insère dans l'arrêté royal du 18 mars 1953 déterminant la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix, un article 6bis rédigé comme suit :

.../...

"Article 6bis.- Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux stagiaires de la première catégorie des agents de l'Etat. Pour cette application, ces stagiaires sont assimilés aux agents temporaires des administrations de l'Etat".

L'application de l'arrêté royal du 18 mars 1953 aux stagiaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat, est susceptible de provoquer des difficultés en raison du fait que la législation militaire a subi de nombreuses modifications depuis 1953 et que cet arrêté royal n'a pas été adapté à ces modifications.

Le Conseil d'Etat a déjà eu l'occasion d'attirer l'attention du Gouvernement sur cette question (avis du 11 juillet 1960 avant l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'administration des postes - avis publié au Moniteur belge du 26 octobre 1960 - voir notamment p.8374).

Il s'indiquerait, dès lors, de prendre à l'égard des stagiaires des dispositions spéciales qui devraient être insérées dans l'arrêté royal du 16 février 1961, organisant le stage des candidats à la première catégorie des agents de l'Etat et fixant leur statut pendant cette période.

\+

\+ \+

.../...

Si le Gouvernement n'admettait pas cette suggestion et estimait nécessaire de rendre cet arrêté royal du 18 mars 1953 applicable aux stagiaires, encore faudrait-il ne le faire qu'avec certaines restrictions. Il y a lieu d'attirer l'attention, notamment, sur les points suivants :

I. L'arrêté royal du 18 mars 1953 dispose en son article 4 :

"Les agents temporaires et les ouvriers temporaires des administrations de l'Etat qui contractent un engagement ou rengagement volontaire dans les forces armées ou la gendarmerie, sont réputés démissionnaires à la date de leur engagement".

Si cet article est rendu applicable aux stagiaires, il en résultera qu'ils seront considérés comme démissionnaires de leur emploi de stagiaire, à la date de leur engagement dans les forces armées; toutefois, en vertu des articles 3 et 4 du projet qui modifient les arrêtés du Régent des 30 avril 1947 et 10 avril 1948, si ces stagiaires sont agents ou ouvriers temporaires, ils devront bénéficier d'un délai de préavis, délai qui couvrira une période passée effectivement comme engagé ou rengagé dans les forces armées. Il y a lieu d'observer que la rédaction suggérée ci-dessous pour les articles 3 et 4 du projet pallie cette difficulté.

+

.../...

L'article 4 de l'arrêté royal du 18 mars 1953 prévoyant la démission à la date de l'engagement volontaire, le stagiaire qui, pour répondre à l'appel du Gouvernement, accepte de prolonger son terme de milice par un rengagement à très court terme, sera lui aussi considéré comme démissionnaire.

\+

\+ +

II. L'arrêté royal du 1er février 1954 a inséré dans l'arrêté royal du 18 mars 1953 un article 3bis rédigé comme suit :

"Sont suspensives du stage, les périodes pendant lesquelles les agents de l'Etat effectuent, en temps de paix, des prestations militaires ou des prestations y assimilées".

Le projet rend tout l'arrêté royal du 18 mars 1953 applicable aux stagiaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat; dès lors, le stage de ceux-ci sera normalement suspendu pendant les périodes durant lesquelles ils prestent des services militaires en application des lois sur la milice.

Il résulte des explications données par le fonctionnaire délégué du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, que l'intention du Gouvernement n'est nullement de rendre applicable aux stagiaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat,

.../...

l'article 3bis cité ci-dessus; le Gouvernement considère que cet article ne s'applique qu'au stage prévu par les dispositions antérieures à celles de l'arrêté royal du 16 février 1961.

Suivant les intentions du Gouvernement, l'article 6 du projet aurait comme seul effet de conserver au stagiaire qui effectue des prestations militaires sa qualité de stagiaire - sous les réserves prévues dans l'arrêté royal du 18 mars 1953 -, mais ces prestations militaires n'auraient pas pour effet de permettre l'interruption du stage en cours. Le Gouvernement ne veut pas déroger à l'article 15 de l'arrêté royal du 16 février 1961, qui dispose :

"Sous aucun prétexte, les stagiaires ne peuvent interrompre leur période de formation .

Si, pour quelque raison que ce soit, ils s'absentent pour plus de quinze jours au cours de la première période du stage ou pour plus de trente jours au cours des deux périodes suivantes, ils sont reportés à la session de l'année suivante, sans pouvoir bénéficier plus d'une fois de cette faculté".

Le temps passé par les stagiaires sous les armes sera considéré comme une période d'absence et entrera en compte pour l'application de l'alinéa 2 de cet article 15.

Lors de l'examen de cette disposition, le Conseil d'Etat a déjà attiré l'attention sur l'incidence des services militaires sur le stage. Il a constaté qu'"un candidat classé en ordre utile au concours pourra être exclu même si ce sont des obligations militaires qui l'ont empêché soit une fois, soit deux fois, de prendre part au stage" (avis du 10 février 1961, L.7437).

.../...

Si l'intention du Gouvernement est de ne pas prévoir la suspension du stage par les prestations militaires, il y aurait lieu de déclarer que l'article 3bis de l'arrêté royal du 18 mars 1953, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1954, n'est pas applicable aux stagiaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat.

Il y a, toutefois, lieu d'observer qu'en vertu du projet d'arrêté royal portant certaines mesures dérogatoires au recrutement et au stage des candidats à la première catégorie des agents de l'Etat (L.7998), les prestations militaires pourront avoir, du 1er janvier 1962 au 31 décembre 1963, pour effet d'interrompre le stage. Ce ne sera donc qu'à partir du 1er janvier 1964 que l'article 15 de l'arrêté royal du 16 février 1961 sera applicable dans toute sa rigueur.

\+

\+ \+

III. L'article 6 de l'arrêté royal du 18 mars 1953, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1954, dispose :

"A l'exception de l'article 1er et de l'article 3bis, le présent arrêté n'est pas applicable en cas de mobilisation".

.../...

On peut se demander si un tel article ne rend pas nécessaire la rédaction d'une disposition spéciale pour les stagiaires candidats à la première catégorie des agents de l'Etat durant la période de mobilisation.

Dans l'ignorance où il est des intentions du Gouvernement à ce sujet, le Conseil d'Etat ne propose pas de texte pour répondre à cette question.

\+

\+ +

Article 8.

La rétroactivité attachée au projet par son article 8 n'est à l'abri de critique que dans la mesure où elle ne porte pas atteinte à des situations acquises sous l'ancienne réglementation.

\+

\+ +

Tenant compte des observations qui précèdent et sous les diverses réserves qui viennent d'être émises, il est proposé de rédiger le projet de la manière suivante :

ARRETE ROYAL RELATIF AUX STAGIAIRES, CANDIDATS A LA PREMIERE CATEGORIE DES AGENTS DE L'ETAT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 16 mars 1940 relatif aux congés des agents de l'Etat, notamment l'article 13bis inséré par l'arrêté royal du 16 février 1961;

Vu l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires;

Vu l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire;

Vu l'arrêté royal du 18 mars 1953 déterminant la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix, modifié par l'arrêté royal du 1er février 1954;

Vu l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats à la première catégorie des agents de l'Etat et fixant leur statut pendant cette période, notamment les articles 15 et 18;

.../...

Vu l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie, notamment l'article 47;

Considérant que l'application pratique du nouveau régime de stage en première catégorie a permis de déceler certaines imperfections auxquelles il convient de porter remède;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 13bis de l'arrêté royal du 16 mars 1940 relatif aux congés des agents de l'Etat, inséré par l'arrêté royal du 16 février 1961, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 13bis.- A l'exception de ses articles 10, 2° et 3°, et 11, le présent arrêté est applicable aux stagiaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat".

.../...

Article 2.-

Un article 16bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant le statut des agents temporaires :

"Article 16bis. La période de stage pour les agents temporaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat, constitue une période de suspension de service à considérer néanmoins comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

L'agent temporaire dont le stage comme candidat à la première catégorie des agents de l'Etat prend fin pour des raisons indépendantes de sa volonté, ne peut être déchargé de ses fonctions temporaires sans préavis; le délai du préavis est celui qui est prévu à l'article 7 du présent arrêté".

Article 3.-

Un article 15bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant le statut du personnel ouvrier temporaire :

"Article 15bis. La période de stage pour les ouvriers temporaires, candidats à la première catégorie des agents de l'Etat, constitue une période de suspension de service à considérer néanmoins comme services admissibles en vue de l'avancement de traitement.

L'ouvrier temporaire dont le stage comme candidat à la première catégorie des agents de l'Etat prend fin pour des raisons indépendantes de sa volonté, ne peut être déchargé de ses fonctions temporaires sans préavis; le délai du préavis est celui qui est prévu à l'article 6 du présent arrêté".

.../...

Article 4.- (1)

Un article 6bis ,rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté royal du 18 mars 1953 déterminant la position administrative des agents appelés à remplir des obligations de milice en temps de paix :

"Article 6bis._ Le présent arrêté, à l'exception de l'article 3bis, est applicable aux stagiaires candidats à la première catégorie des agents de l'Etat; pour cette application, ces stagiaires sont assimilés aux agents temporaires de l'Etat".

Article 5.-

L'article 47, alinéa 3, de l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le recrutement des agents de l'Etat de la première catégorie est remplacé par la disposition suivante :

... (texte du projet, article 7) ...

Article 6.-

§ 1er . L'article 15, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats à la première catégorie des agents de l'Etat et fixant leur statut pendant cette période, est complété par la disposition suivante :

.../...

---

(1) Sous réserve des observations émises ci-dessus concernant l'article 6 du projet.

"Les congés annuels de vacances n'interviennent pas dans le calcul des jours d'absence".

§ 2. L'article 18 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

"Les agents de l'Etat engagés en qualité de stagiaire conformément au présent arrêté, ne bénéficient pas des alinéas 2 et 3; ils restent soumis, pendant leur stage, aux dispositions qui règlent, pour les agents de l'Etat, les absences pour maladie ou infirmité".

Article 7.-

Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1962.

Article 8.-

Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Het ontwerp wijzigt verscheidene koninklijke besluiten door invoeging van bepalingen betreffende de stagiairs, die kandidaat zijn voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel.

\+
\+ +

OPMERKINGEN OVER DE VORM.

In de aanhef moet het ontwerp-besluit verwijzen naar alle besluiten, waarin het wijzigingen aanbrengt.

\+
\+ +

Duidelijkheidshalve wijzige men de onderscheiden besluiten in hun chronologische volgorde.

\+
\+ +

OPMERKINGEN OVER DE ARTIKELEN.

Artikel 3.

Artikel 3 van het ontwerp is een aanvulling van artikel 16 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende statuut van het tijdelijk personeel, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1961.

.../...

Dat artikel 16 bepaalt in het eerste lid :

"Periodes van dienstschorsing die niettemin moeten worden beschouwd als voor bevordering tot een hogere wedde in aanmerking komende diensten, zijn :

1° afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid met een maximumduur van : dertig dagen voor ...;

2° afwezigheid wegens een preventieve schorsing die niet in tuchtstraf is veranderd".

Het derde, vierde en vijfde lid van dat artikel handelen over de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid.

Het ontwerp vult genoemd artikel 16 aan met de volgende bepaling :

"3° de periode van de proeftijd voor het tijdelijk personeelslid, kandidaat tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel.

Indien zijn proeftijd om het even welke reden een einde neemt, mag de stagiair, kandidaat tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel, die vroeger de hoedanigheid bezat van tijdelijk personeelslid, niet zonder opzegging van zijn tijdelijke diensten ontlast worden. De termijn van deze opzegging is die, voorzien bij artikel 7 van dit besluit".

.../...

Het ontwerp heeft tot doel, aan tijdelijke ambtenaren die een proeftijd als kandidaat voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel doormaken, de waarborg te verlenen dat gedurende hun proeftijd geen einde kan worden gemaakt aan de tijdelijke betrekking welke zij uitoefenden; de opzeggingstermijn zal eerst na het einde van de proeftijd ingaan.

Door te bepalen dat deze waarborg zal gelden "indien zijn proeftijd om het even welke reden een einde neemt", gebruikt het ontwerp een formule die te algemeen lijkt. De proeftijd kan immers om zeer uiteenlopende redenen een einde nemen :

1° om gezondheidsredenen - wegens ontslag om tuchtredenen - wegens het niet-slagen voor de examens : in die gevallen lijkt de in het ontwerp bedoelde waarborg normaal te kunnen spelen;

2° wegens het slagen voor de examens - wegens ontslag - wegens indiensttreding in de particuliere sector - wegens dienstneming bij de krijgsmacht : in die gevallen lijkt de waarborg niet te moeten spelen.

Bedoelt de Regering, de waarborg van de opzegging alleen te verlenen voor de gevallen dat aan de proeftijd een einde komt om redenen die onafhankelijk zijn van de wil van de tijdelijke ambtenaar, dan zou het tweede lid van het ontwerp anders moeten worden geredigeerd. Een tekst, die hiermede rekening houdt, is in het hiernavolgende ontwerp voorgesteld.

\+

\+ \+

.../...

Als de nieuwe bepaling in artikel 16 van het besluit van de Regent van 30 april 1947 wordt ingevoegd, zal dit artikel moeilijk verstaanbaar worden. Voorgesteld wordt, het in de vorm van een artikel 16bis te stellen.

\+

\+ +

Artikel 4.

Artikel 4 strekt tot aanvulling van artikel 15 van het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1961. Het brengt in dit artikel een soortgelijke wijziging aan, als artikel 3 in het besluit van de Regent van 30 april 1947 aanbrengt.

Dezelfde opmerkingen gelden ook hier.

\+

\+ +

Artikel 6.

Artikel 6 van het ontwerp voegt in het koninklijk besluit van 18 maart 1953 tot vaststelling van de administratieve toestand der personeelsleden die opgeroepen worden om militaire verplichtingen in vredestijd te vervullen, een artikel 6bis in, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 6bis. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de stagiairs van de eerste categorie van het Rijkspersoneel. Voor deze toepassing worden deze stagiairs gelijkgesteld met het tijdelijk personeel van de Rijksbesturen".

De toepassing van het koninklijk besluit van 18 maart 1953 op stagiairs, die kandidaat zijn voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel, kan tot moeilijkheden leiden omdat de militaire wetgeving sedert 1953 bij herhaling is gewijzigd zonder dat genoemd besluit aan die wijzigingen is aangepast.

De Raad van State heeft reeds gelegenheid gehad, de aandacht van de Regering hierop te vestigen (advies van 11 juli 1960 over een ontwerp, dat het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het bestuur der posterijen is geworden - advies bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 26 oktober 1960 - zie onder meer blz. 8374).

Het zou derhalve geraden zijn, ten opzichte van de stagiairs bijzondere bepalingen vast te stellen die zouden worden ingevoegd in het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de proeftijd voor de kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel en houdende hun statuut voor die periode.

\+

\+ \+

.../...

Mocht de Regering op deze wenk niet ingaan en het nodig achten, genoemd koninklijk besluit van 18 maart 1953 toepasselijk te verklaren op de stagiairs, dan nog zouden hierbij sommige beperkingen in acht moeten worden genomen. De aandacht moet onder meer worden gevestigd op de volgende punten :

I. Het koninklijk besluit van 18 maart 1953 bepaalt in artikel 4 :

"De tijdelijke personeelsleden en tijdelijke werklieden van de Rijksbesturen, die een vrijwillige dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis bij de krijgsmacht of de Rijkswacht aangaan, worden geacht ontslag te nemen op de datum van hun dienstverbintenis".

Wordt dit artikel op de stagiairs toepasselijk verklaard, dan zullen zij ook worden geacht uit hun betrekking van stagiair ontslag te nemen op de datum van hun dienstneming bij de krijgsmacht; krachtens de artikelen 3 en 4 van het ontwerp, die de besluiten van de Regent van 30 april 1947 en 10 april 1948 wijzigen, zullen deze stagiairs echter, indien zij tijdelijke personeelsleden of tijdelijke werklieden zijn, een opzeggingstermijn moeten genieten voor een periode gedurende welke zij werkelijk bij de krijgsmacht een dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis hebben nagekomen. Op te merken valt, dat de hierna voor de artikelen 3 en 4 van het ontwerp voorgestelde redactie deze moeilijkheid uit de weg ruimt.

+

.../...

Aangezien er volgens artikel 4 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953 ontslag is op de datum van de vrijwillige dienstverbintenis, zal ook de stagiair die, om de oproep van de Regering te beantwoorden, aanvaardt zijn diensttermijn met een nieuwe dienstverbintenis van zeer korte duur te verlengen, worden geacht ontslag te nemen.

\+

\+ +

II. Het koninklijk besluit van 1 februari 1954 heeft in het koninklijk besluit van 18 maart 1953 een artikel 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

"De tijdperken gedurende welke de Rijksambtenaren militaire prestaties of daarmede gelijkgestelde prestaties in vredestijd verrichten, schorsen de stage".

Het ontwerp verklaart het gehele koninklijk besluit van 18 maart 1953 toepasselijk op de stagiairs, die kandidaat zijn voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel; hun proeftijd zal dus normaal worden geschorst tijdens de periodes waarin zij militaire dienst verrichten op grond van de dienstplichtwetten.

Naar de gemachtigde van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt heeft verklaard, bedoelt de Regering geenszins het zoëven aangehaalde artikel 3bis toepassing te doen vinden op de stagiairs, die kandidaat zijn voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel. Volgens de Regering is dit artikel alleen

.../...

van toepassing op de proeftijd voorgeschreven in de bepalingen die van vóór het koninklijk besluit van 16 februari 1961 dagtekenen.

Volgens de bedoelingen van de Regering zal artikel 6 van het ontwerp alleen hierop neerkomen, dat de stagiair, die militaire prestaties verricht, zijn hoedanigheid van stagiair behoudt - onder het voorbehoud bepaald in het koninklijk besluit van 18 maart 1953, - maar zouden die militaire prestaties geen onderbreking van de lopende proeftijd tot gevolg kunnen hebben. De Regering wil niet afwijken van artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 februari 1961, dat bepaalt :

"Onder geen voorwendsel mogen stagiairs hun opleidingsperiode onderbreken.

Indien zij om enigerlei reden meer dan vijftien dagen afwezig zijn gedurende de eerste periode van de proeftijd of meer dan dertig dagen gedurende de volgende twee periodes, worden zij tot de zitting van het volgende jaar verdaagd, zonder meer dan éénmaal daarvoor in aanmerking te kunnen komen".

De tijd gedurende welke de stagiairs onder de wapens zijn, zal worden beschouwd als een periode van afwezigheid en zal in aanmerking komen voor de toepassing van het tweede lid van genoemd artikel 15.

Bij het onderzoek van deze bepaling, heeft de Raad van State reeds gewezen op de terugslag van de militaire dienst op de stage. Hij heeft vastgesteld dat

.../...

"een kandidaat die in het vergelijkend examen batig gerangschikt is, dus zal kunnen worden uitgesloten, zelfs indien hij wegens militaire verplichtingen, hetzij eenmaal, hetzij tweemaal verhinderd is geweest een proeftijd te verrichten" (advies van 10 februari 1961, L. 7437).

Bedoelt de Regering het zo dat de militaire prestaties de stage niet schorsen, dan moet worden gezegd dat artikel 3bis van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1954, geen toepassing vindt op de stagiairs, die kandidaat zijn voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel.

Op te merken valt echter, dat krachtens het ontwerp-koninklijk besluit houdende sommige maatregelen tot afwijking van de werving en de proeftijd van de kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel (L. 7998), de militaire prestaties van 1 januari 1962 tot 31 december 1963 de proeftijd zullen mogen onderbreken. Artikel 15 van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 zal dus pas met ingang van 1 januari 1964 volkomen toepassing vinden.

\+

\+ \+

III. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 maart 1953, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1954, bepaalt :

"Met uitzondering van artikel 1 en van artikel 3bis, is dit besluit niet van toepassing in geval van mobilisatie".

.../...

De vraag kan worden gesteld, of een zodanig artikel geen bijzondere bepaling voor de stagiairs, die kandidaat zijn voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel, gedurende de mobilisatieperiode noodzakelijk maakt.

Daar de Raad van State de bedoelingen van de Regering hieromtrent niet kent, stelt hij geen tekst voor om deze vraag te beantwoorden.

\+
\+ +

Artikel 8.

Tegen terugwerking van het ontwerp, zoals die in artikel 8 wordt bepaald, is alleen geen bezwaar voor zover zij geen afbreuk doet aan toestanden, die onder de vroegere regeling mochten zijn verkregen.

\+
\+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen en onder het gemaakte voorbehoud, wordt voorgesteld het ontwerp te lezen als volgt :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE STAGIAIRS, DIE KANDIDAAT ZIJN VOOR DE EERSTE CATEGORIE VAN HET RIJKSPERSONEEL .

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 maart 1940 houdende verlofregeling van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 13bis, ingevoegd door het koninklijk besluit van 16 februari 1961;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende statuut van het tijdelijk personeel;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werklieden-personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 maart 1953 tot vaststelling van de administratieve toestand der personeelsleden die opgeroepen worden om militaire verplichtingen in vredestijd te vervullen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 februari 1954;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de proeftijd voor de kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel en houdende hun statuut voor die periode, inzonderheid op de artikelen 15 en 18;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie, inzonderheid op artikel 47;

Overwegende dat de praktische toepassing van de nieuwe stageregeling voor de eerste categorie bepaalde leemten aan het licht heeft gebracht, welke moeten worden verholpen;

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 13bis van het koninklijk besluit van 16 maart 1940 houdende verlofregeling van het Rijkspersoneel, ingevoegd door het koninklijk besluit van 16 februari 1961, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 13bis. Met uitzondering van de artikelen 10, 2° en 3°, en 11, vindt dit besluit toepassing op de stagiairs, die kandidaat zijn voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel".

.../...

Artikel 2.-

In het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende statuut van het tijdelijk personeel wordt een artikel 16bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 16bis. De proeftijd voor tijdelijke personeelsleden, die kandidaat zijn voor de eerste categorie, is een periode van dienstschorsing die niettemin voor bevordering tot een hogere wedde als in aanmerking komende diensten moet worden beschouwd.

Het tijdelijk personeelslid wiens proeftijd als kandidaat voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel een einde neemt om redenen onafhankelijk van zijn wil, kan van zijn tijdelijk ambt niet zonder opzegging worden ontlast; de opzeggingstermijn is die bepaald in artikel 7 van dit besluit".

Artikel 3.-

In het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel wordt een artikel 15bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 15bis. De proeftijd voor tijdelijke werklieden die kandidaat zijn voor de eerste categorie, is een periode van dienstschorsing die niettemin voor bevordering tot een hogere wedde als in aanmerking komende diensten moet worden beschouwd.

De tijdelijke werkman wiens proeftijd als kandidaat voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel een einde neemt om redenen onafhankelijk van zijn wil,

.../...

kan van zijn tijdelijk ambt niet zonder opzegging worden ontlast; de opzeggingstermijn is die bepaald in artikel 6 van dit besluit".

Artikel 4 (1).-

In het koninklijk besluit van 18 maart 1953 tot vaststelling van de administratieve toestand der personeelsleden die opgeroepen worden om militaire verplichtingen in vredestijd te vervullen, wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6bis. Met uizondering van artikel 3bis, vindt dit besluit toepassing op de stagiairs, die kandidaat zijn voor de eerste categorie van het Rijkspersoneel; voor die toepassing worden deze stagiairs met het tijdelijk Rijkspersoneel gelijkgesteld".

Artikel 5.-

Artikel 47, derde lid, van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de werving van de Rijksambtenaren van de eerste categorie wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De personeelsleden van de carrière buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken blijven echter onder toepassing van het koninklijk besluit van 25 april 1956, maar zijn onderworpen aan de artikelen 26quater en 26quinquies van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 en aan de artikelen 2, 3, 4 en 18 van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot

.../...

(1) Onder voorbehoud van de hiervoren bij artikel 6 gemaakte opmerkingen.

inrichting van de proeftijd voor de kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel en houdende hun statuut voor die periode".

Artikel 6.-

§ 1. Artikel 15, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de proeftijd voor de kandidaten tot de eerste categorie van het Rijkspersoneel en houdende hun statuut voor die periode, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De jaarlijkse vacantie komt niet in aanmerking voor de berekening van de dagen afwezigheid".

§ 2. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Rijksambtenaren die overeenkomstig dit besluit als stagiair zijn aangeworven, komen niet in aanmerking voor het tweede en het derde lid; zij blijven gedurende hun proeftijd onderworpen aan de bepalingen die voor het Rijkspersoneel, de afwezigheid wegens ziekte of gebrekkigheid regelen".

Artikel 7.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1962.

.../...

Artikel 8.-

Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	J. SUETENS,	premier président, eerste-voorzitter,	
	L. MOUREAU, G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	F. DUCHENE, J. ROLAND,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw:	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. F. REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.